

# LE FEDERALISME EST-IL PORTEUR D'ESPOIR ? : CAS DU CAMEROUN

Par Gaelle Dejo

Assistante de Recherche en  
Politiques Economiques au Nkafu  
Policy Institute

Mai 2017

ARTICLE



La situation de crise dans la partie anglophone du Cameroun est le résultat d'une série de grèves de plusieurs corps de métiers et des réponses jugées insuffisantes du gouvernement (Nkoyock 2017). Ces grèves ont viré en manifestations de revendication pour une forme différente de l'Etat et contre la marginalisation des populations anglophones du pays. Celles-ci dénoncent la violation des accords de Fomuban et la perte des avantages, faveurs et privilèges qui leur étaient accordés au temps du fédéralisme. Aujourd'hui, les avis sur la forme de l'Etat, lancés par les organisations professionnelles et associations de la société civile, sont partagés. Les leaders syndicaux et activistes souhaitent un Etat fédéral pour mettre fin à la crise. Pour le régime en place, le Cameroun est uni et indivisible, et toucher à la forme de l'Etat unitaire centralisé serait impossible (Nkoyock 2017). Pour certains partisans de l'Etat républicain, le fédéralisme serait un rétropédalage et revenir à ce stade, ce serait ouvrir la porte au sécessionnisme. D'autres soulignent l'importance du fédéralisme, porteur d'espoir pour la démocratie, la bonne gouvernance et le développement.

Le problème anglophone remonte à l'histoire du Cameroun, ancienne colonie allemande. Le Cameroun, est une création allemande qui a commencé en 1884, date de la signature du traité germano-douala. Les Allemands sont restés au Cameroun pendant 32 ans. Ils quittent donc le « Kamerun » après leur défaite à la fin de la première guerre mondiale. Le territoire

camerounais est alors placé sous la tutelle de la France et du Royaume-Uni. C'est donc pendant les 44 ans (France) et 39 ans (Britannique) de gestion, que ce territoire jadis uni s'est séparé en deux pour donner naissance à ce qu'on a appelé, à partir de la constitution fédérale de 1961, le Cameroun Occidental (ancien territoire britannique) et le Cameroun Oriental (ancien territoire Français). Le 1er janvier 1960, l'ancien territoire dirigé par la France obtient son indépendance sous l'appellation de République du Cameroun et en 1961, il est suivi par la partie occidentale. Le pays devient dès lors la République Fédérale du Cameroun avec deux Etats fédérés : le Cameroun anglophone (régions Sud-Ouest et Nord-Ouest) et le Cameroun oriental (Francophone). Ahmadou Ahidjo a été élu Président en 1960, et ce dernier a organisé le 20 Mai 1972 un référendum, à Fomuban, pour mettre fin au fédéralisme et conduire à un Etat unitaire, la République Unie du Cameroun. Néanmoins, les conditions de l'organisation de ce référendum restent à ce jour un point de discorde (Tchakounte 2017). L'unification n'est vraiment pas intégrée par la partie anglophone qui se sent lésée, peu représentée politiquement et pense que le pouvoir central s'occupe davantage de la partie francophone. De frustrations en frustrations, cette marginalisation crée de vives tensions au sein de la population. Ainsi, deux tendances voient le jour : les partisans du fédéralisme pour les modérés et les partisans de la sécession pour les radicaux (Tchakounte 2017). La grève des avocats et des enseignants déclenchée depuis Octobre 2016 devenait donc une aubaine pour chacune des deux tendances. En fait, le fédéralisme est présenté comme un système dont l'avantage serait la prise en compte de la spécificité anglo-saxonne de l'ex-Cameroun occidental dans les secteurs de la justice et de l'éducation, pour ne citer que ces deux secteurs. Ce qui ne permettait aucunement l'Etat dit unitaire prôné à partir de 1972 (Tchakounte 2017).

Il existe de nombreux Etats fédéralistes à l'exemple de la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, les Etats Unis, l'Inde, l'Australie, le Nigéria, le Soudan. Prenons par

exemple le cas de l'Inde qui est tout comme le Cameroun un pays en voie de développement mais a un système fédéral. Il a subi la domination de bien des peuples étrangers et a obtenu en 1947 son indépendance. Ce pays habité par plus de 300 millions d'habitants, a une population cosmopolite : plus de 138 millions de musulmans, plus de 20 millions de chrétiens, 19 millions de sikhs, un peu moins de 10 millions de bouddhistes et 4 millions de jains. Le fédéralisme n'est pas qu'une simple forme d'Etat, il est aussi une philosophie prônant la tolérance et le respect des minorités. Il existe 28 Etats en Inde dont le plus grand est peuplé d'environ 200 millions d'habitants tandis que le plus petit n'est habité que par 600.000 personnes. Chaque Etat dispose d'une assemblée législative, les plus grands étant même dotés de l'équivalent d'un Sénat, tous ont une grande autonomie et sont représentés au Conseil des Etats. Le plus grand Etat envoie ainsi 31 élus à ce conseil tandis que les plus petits Etats n'en envoient qu'un. C'est l'existence de cette chambre qui garantit la stabilité de la répartition des pouvoirs entre l'Etat central qui conserve tout de même des pouvoirs forts et les Etats locaux dans lesquels existent souvent des partis politiques spécifiques (Huc 2015). L'Etat a réussi à fédérer des peuples dont les cultures sont complexes et différentes tout comme le sont celles des nations africaines.

L'exemple pris ci-dessus nous permet de déduire que

le fédéralisme, qui est vu comme une expression de la séparation des pouvoirs, pourrait être un outil efficace pour garantir le contrôle démocratique entre les Etats fédérés.

Le présent article nous a permis de remonter à l'histoire du Cameroun pour mieux comprendre le problème Camerounais baptisé « problème anglophone ». Le fédéralisme, alors appliqué ne serait plus d'actualité pour le temps présent d'après des intelligences du moment, qui pense que cela fragiliserait l'Etat actuel donc la centralisation du pouvoir est son caractère. Dans le contexte actuel où parler de fédéralisme serait remettre en cause la forme de l'Etat et avoir des visées sécessionnistes, il est important de s'interroger si cette forme de gouvernance pourrait aider le Cameroun à sortir de son problème actuel afin de donner aux collectivités le pouvoir et la gestion des affaires. Ainsi donc, il est bon et judicieux d'entrevoir une discussion nationale, au bout duquel le peuple se donnera une nouvelle forme de l'Etat qui dépasse toute considération et qui se hisse au dessus des clivages anglophones-francophones./.



### Gaelle Dejo

Assistante de Recherche en Politique Economique au Nkafu Policy Institute  
Denis & Lenora Foretia Foundation  
Email: [gdejo@foretiafoundation.org](mailto:gdejo@foretiafoundation.org)

## Bibliographie

Huc, Arnaud. L'Inde, un modèle du fédéralisme ? 17 07 2015. L'Etat a réussi à fédérer des peuples dont les cultures sont bien plus différentes que ne le sont les nations européennes entre elles (accès le Mars 30, 2017).

Nkoyock, Alain. Crise anglophone au Cameroun : le fédéralisme est-il porteur d'espoir ? 24 Janvier 2017. <http://www.jeuneafrique.com/396895/politique/crise-anglophone-cameroun-federalisme-porteur-despoir/>.

Tchakounte, Yves. Que cache le fédéralisme, l'une des revendications de la grève des Anglophones au Cameroun ? 16 Février 2017. <http://matango.mondoblog.org/federalisme-des-anglophones-au-cameroun/> (accès le Mars 27, 2017).



Twitter: [@NkafuPolicyInst](https://twitter.com/NkafuPolicyInst)

Email: [info@foretiafoundation.org](mailto:info@foretiafoundation.org)

Tél: (+237) 653 78 25 81 / 698 64 55 24

Website: [www.foretiafoundation.org](http://www.foretiafoundation.org)